

## GEWALT UNTER MINDERJÄHRIGEN UND ZUNEHMENDE BEDROHUNGEN IN SCHULEN | Praktischer Leitfaden zur Unterstüt- zung der Gemeinden

*#mobbing #gewalt\_im\_öffentlichen\_Raum #gefährdung\_des\_öffentlichen\_Raums*

### Vorwort

Das vom Freiburger Gemeindeverband (FGV) und der Kantonspolizei gemeinsam organisierte Ausbildungsmodul «Polizei und Gemeinden» vom 20. Februar 2025 hatte zum Ziel, zentrale Themen im Zusammenhang mit der Prävention, der öffentlichen Sicherheit und der interinstitutionellen Zusammenarbeit zu behandeln.

In partizipativen Workshops, die von Fachleuten aus der Praxis geleitet wurden, waren die Teilnehmenden eingeladen, über typische Situationen auf lokaler Ebene nachzudenken und sich davon inspirieren zu lassen. Dabei standen insbesondere folgende Themen im Fokus:

- **Mobbing**
- **Gewalt im öffentlichen Raum**
- **Gefährdung des öffentlichen Raums**

Ein Plenarvortrag zum Thema «**AMOK - Umgang mit erhöhter Bedrohungslage im schulischen Umfeld**» bildete den Abschluss des Workshops.

Das vorliegende Arbeitsergebnis stellt **eine Zusammenfassung der Ergebnisse dieses Workshops** dar und wurde durch praktische Empfehlungen, rechtliche Hinweise sowie nützliche Entscheidungshilfen für die kommunale Verwaltung ergänzt.

## Kriminalitätsdreieck: Schlüssel zum umfassenden Verständnis

Alle Workshop-Themen wurden mithilfe des **Kriminalitätsdreieck**-Modells behandelt, das sowohl in der Prävention als auch in der Intervention Anwendung findet.

Das Kriminalitätsdreieck ist ein Instrument zur Identifikation von Problemen und Teilproblemen sowie zur Bestimmung interner und externer Partner, die gemeinsam zur Lösungsfindung beitragen können.



Dieses Modell, das von der Umweltkriminologie inspiriert ist, ermöglicht die Analyse einer problematischen Situation anhand von drei miteinander verbundenen Komponenten:

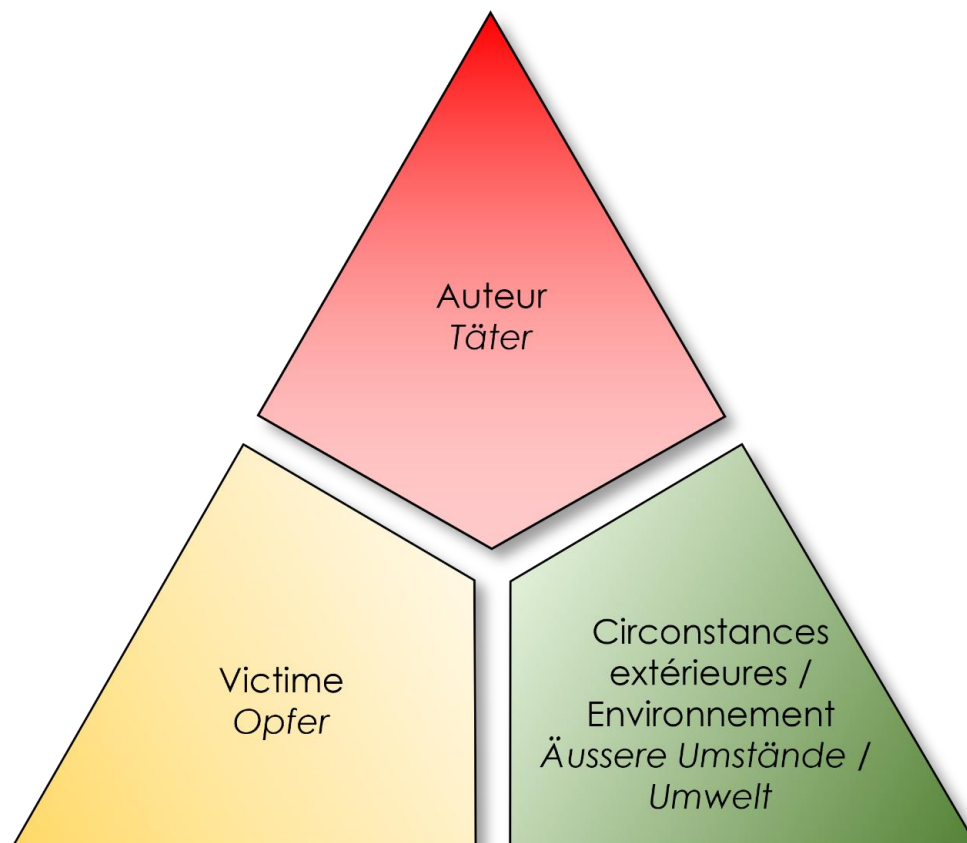
- **Der/die Täter:in** – Die Person(en), die die Taten verüben, ihr Profil, ihre Absichten oder mögliche Verwundbarkeiten.
- **Das Opfer** – Die Person(en), die betroffen sind, ihre Fähigkeit zur Reaktion oder zum Schutz, sowie ihre mögliche Isolation.
- **Die Umgebung oder äusseren Umstände** – Der Kontext, in dem die Taten stattfinden (Ort, Betreuung, soziales Klima usw.).

**Die Anpassung einer dieser drei Komponenten kann ausreichen, um die Tat zu verhindern oder ihre Schwere zu begrenzen.**

### → Konkretes Anwendungsbeispiel:

Wenn ein junger Mensch im Schulbus Opfer von Mobbing wird, kann man:

- auf den Täter einwirken (pädagogische Massnahmen oder Sanktionen),
- die Resilienz des Opfers fördern (Begleitung, psychologische Unterstützung),
- und oder das Umfeld verändern (Anwesenheit von Erwachsenen im Bus, Verhaltenskodex, Neuorganisation der Fahrstrecken, usw.)



# Erinnerung an die Fallbeispiele und die Antworten der Gruppen

Die Teilnehmenden arbeiteten in Gruppen an drei Themenschwerpunkten anhand konkreter, praxisnaher Fälle:



## Harcèlement

*Le chauffeur du bus scolaire de votre commune s'adresse à vous en votre fonction de conseiller communal en charge des écoles et vous fait remonter une situation qu'il rencontre depuis plusieurs semaines et pour laquelle il ne sait pas quoi faire. Un enfant de 8H se fait régulièrement prendre à parti dans le bus par un groupe d'élèves. Celui-ci fait l'objet de moqueries, se fait bousculer et on lui vole ses affaires. Il a essayé d'intervenir, mais les faits continuent.*

*Après un contact avec la responsable d'établissement, vous apprenez que ces faits ont également lieu à l'école. Ce jeune élève fait aussi l'objet d'insultes et de menaces sur un groupe WhatsApp et est souvent pris à parti sur le chemin de l'école et à l'arrêt de bus. De plus, les parents de l'élève se rendent régulièrement aux abords de l'école depuis 2 semaines pour surveiller et s'en prennent verbalement aux autres élèves.*

### → Identification des problématiques

- Différents niveaux de responsabilité (école, commune)
- Manque de communication liée au secret de fonction
- Différentes formes de violence (physique, harcèlement, cyberharcèlement)
- Durée et répétition des comportements
- Comportement des parents

→ **Identification des parties prenantes / acteurs pour la résolution** : école (direction et enseignants), commune, conducteur du bus, victime, parents, élèves (auteurs, témoins), travailleurs sociaux en milieu scolaire / médiateur scolaire, conseil des parents, Police / Brigade des mineurs (BMI) / chargé de prévention, REPER / Tatout

### → Mesures possibles :

- Identifier et clarifier les niveaux de compétence
- Contacter l'école : mise en place de la collaboration commune / école
- Contact avec la victime / les auteurs : comprendre et formaliser les faits (à définir qui le fait)
- Réunion avec les différents intervenants (sous l'égide de la commune pour la majorité), mise en place d'un réseau
- Accompagnement dans le bus par des adultes
- Création d'une charte pour les trajets scolaires (dans ce cas, définir les conséquences en cas de non-respect de la charte et les sanctions encourues)
- Contacter les parents des auteurs
- Contacter le conseil des parents (collaboration parents – école)
- Renforcement de la victime
- Mise en place de travailleurs sociaux et/ou d'un médiateur scolaire
- Exclure les auteurs
- Intervention ciblée ou en classe par la BMI
- Organiser une prévention (REPER)
- En dernier recours, plainte pénale

Les participants ont relevé l'importance de travailler en réseau pour résoudre ce genre de situation. Le fait de créer et connaître le réseau avant qu'une situation de crise n'intervienne serait une réelle plus-value.

L'importance d'avoir une personne qui assure la conduite et la coordination et définit les rôles et missions de chacun a également été mis en avant.

→ **Bon à savoir :**

### Intimidation vs Harcèlement

HARCELEMENT	INTIMIDATION
Contexte du travail, la rue, harcèlement sexuel – le sexting – le stalking	Monde de l'école. Concerne les enfants, les adolescents ...
☛ Se produit souvent entre deux personnes	☛ Oppose un groupe d'élève à un élève seul
☛ Intention de nuire avérée	☛ Intention de nuire non avérée

### Conflit vs Intimidation

CONFLIT	INTIMIDATION
▶ Relative égalité des parties	▶ Déséquilibre entre les parties
▶ Désaccord sur des « idées » ou des manières de faire	▶ Attaque(s) contre la personne
▶ Désaccord exprimé	▶ Répétition des faits
▶ Pouvoir d'action	▶ Isolement de la cible
	▶ Situation subie

Source : présentation pour soirée de parents « prévenir les dynamiques d'intimidation – harcèlement en milieu scolaire »



## Violences dans l'espace public

*Lors d'un événement sportif auquel vous êtes convié en tant que représentant de la commune, une échauffourée éclate entre deux groupes de jeunes, que vous estimez à une vingtaine au total. Durant cette altercation, vous voyez que des barres de fer, des battes et autres objets contondant, ainsi que des couteaux, sont sortis.*

*La police, rapidement sur les lieux, parvient à disperser la bagarre et la plupart des protagonistes prennent la fuite à la course. Fort heureusement, il ne semble pas y avoir eu de blessés graves. Il semblerait que cet événement soit en lien avec des tensions actuelles entre des groupements de jeunes de votre commune, et ceux d'une commune voisine.*

### → Résultats

Dans la survenance d'événements de ce type, les participants ont, dans leur grande majorité, identifié les besoins de **définir clairement la problématique** (qui est concerné ? qui sont les partenaires ? ...), de **travailler en réseau, de communiquer de manière transversale et de se fixer des tâches et des objectifs** clairs. Ils ont également relevé l'importance d'avoir un **leader** qui assure la coordination dans les diverses tâches à accomplir.

Pour s'aider à réaliser ces besoins, ils ont identifié de nombreux partenaires potentiels, notamment :

- Les autres communes
- Les écoles
- La police
- Les partenaires sociaux (travailleurs sociaux hors-murs THSM, associations comme REPER, travailleurs sociaux en milieu scolaire TSS, médiateurs)
- Les parents
- Les clubs sportifs / sociétés / associations de quartier
- Le Service de l'enfance et de la jeunesse, notamment le Bureau de promotion des enfants et des jeunes BPEJ (subvention cantonale possible pour développer des projets dans les communes)

### → Enseignements

La grande majorité des participants a relevé l'importance d'agir ensemble dans ce genre de situations. Il serait dès lors intéressant d'envisager une éventuelle plateforme interdisciplinaire (dans une forme à définir), avec des personnes de contacts au sein de tous les services identifiés, dans le but d'améliorer l'efficacité de la collaboration et de l'échange d'informations lors d'événements nécessitant une action conjointe entre les différents services.



## Dégradation de l'espace public

*Vous êtes conseiller.ère communal.e dans la commune de Jaligny. Depuis le début des vacances d'été, de nombreuses incivilités sont commises dans le périmètre des bâtiments scolaires et du complexe sportif (dommages à la propriété, tags, incivilités). Le concierge se plaint que la situation se détériore avec certains jeunes.*

*La situation se crispe également avec le voisinage en raison du tapage nocturne et d'un trafic de marijuana qui s'installe dans le secteur et qui provoque un fort sentiment d'insécurité.*

*Les meneurs habitent la commune et les environs mais le dialogue entamé avec eux n'a pas permis de calmer la situation. Celle-ci s'est même aggravée (une baie vitrée fracturée, CHF 10'000.- de dommages). Vous décidez de présenter cette situation à la prochaine séance du conseil communal.*

Sur la base des 3 composants du triangle de la criminalité, les actions ci-dessous ont été proposées par les participants.

### → Auteurs

- Créer du lien entre les auteurs et les victimes
- Leur offrir des lieux et espaces de rencontre adaptés
- Impliquer les travailleurs sociaux en milieu scolaire
- Impliquer les associations de quartier
- Se donner les moyens de s'en occuper (volonté politique/budget)
- Mettre en réseau l'ensemble des partenaires afin d'unifier le niveau d'information et les mesures prises
- Sensibiliser par le biais de pairs ou grands frères

### → Victimes

- Encourager le dépôt de plainte
- Installer de la vidéo-surveillance pour qu'elles se sentent plus en sécurité
- Améliorer l'éclairage public afin de réduire le sentiment d'insécurité
- Engager des TSHM auprès desquels elles peuvent confier leurs problèmes/soucis
- Organiser des soirées de débats/échanges avec les auteurs afin de mieux se comprendre
- Délivrer des interdictions de périmètre aux auteurs récidivistes

### → Circonstances / environnement

- Offrir des lieux de rencontre adaptés et sécurisés (par ex. MIDNIGHT)
- Entretenir et nettoyer l'espace public
- Sensibiliser les usagers sur les comportements tolérés dans l'espace public (TSHM)
- Installer de la vidéo-surveillance aux endroits problématiques
- Etablir un règlement de police et des règlements d'utilisation qui fixent le cadre
- Assurer des présences préventives (polices cantonale/locale – service de sécurité)
- Restreindre l'accès à certaines installations problématiques
- Instaurer un « couvre-feu »
- Renforcer la surveillance mutuelle et la prévention dans les écoles
- Créer de la cohésion sociale par le biais d'échanges, manifestations, discussions à un espace public partagé



## Deutsche Klasse

*In ihrer Gemeinde treffen sich am Wochenende regelmässig Gruppierungen von Jugendlichen auf dem Schulareal. Einige Jugendliche sind noch minderjährig. Anlässlich dieser Treffen wird häufig laut Musik gehört, laut diskutiert und gegrölt. Es wird auch Alkohol getrunken und auch leichte Drogen, wie Cannabis, wurden schon konsumiert. Bei diesen Zusammenkünften werden oft Flaschen zerschlagen und der Abfall wird liegengelassen. Beim Schulareal und im Dorfzentrum stellt man an den Wochenenden vermehrt auch Sachbeschädigungen und Littering fest. Ab und zu kommt es unter Alkoholeinfluss zu aggressiven Auseinandersetzungen, die teilweise mit dem Handy gefilmt werden und dann auf den sozialen Netzwerken wieder auftauchen.*

*Anwohner und Passanten beschweren sich bei den Anwesenden, werden aber von den Jugendlichen ausgelacht, angepöbelt und teils sogar bedroht.*

*Zwischen zwei Jugendgruppen gibt es immer wieder Spannungen. In der Gruppe A, die vom Nachbardorf ist, gibt es ein 15-jähriges Mädchen, das die Ex-Freundin eines Mitgliedes der Gruppe B ist. Dieses Mädchen, das im letzten Schuljahr ist, wird von der Gruppe B in den sozialen Medien regelmässig als Schlampe und Bitch beschimpft. Ihr Ex-Freund droht sie sogar zusammenzuschlagen, wenn sie sich weiter auf dem Schulareal auftaucht.*

### → Problemanalyse und -lösungen rund um folgende Phänomene

- Belästigung
- Gewalt im öffentlichen Raum
- Verschlechterung / Zerfall des öffentlichen Raums

### → Analyse der Problem-Situationen

- Um was für ein Problem handelt es sich?
- Wann und wie häufig tritt das Problem auf?
- Wer oder was ist die Ursache des Problems (z.B. Gruppierungen)?

Eine erste Analyse kann durch die betroffene Behörde selbstständig oder in Zusammenarbeit mit der Polizei gemäss den 7 W-Fragen gemacht werden:

WER?	WAS?	WANN?	WO?	WIE?	WOMIT?	WARUM?
Beteiligte Personen	Straftat, Problem	Tatzeit, Zeitraum	Tatort, Ereignisort	Vorgehen	Tathilfsmittel	Beweggründe

*Handelt es sich um eine Straftat im Sinne der gesetzlichen Grundlagen? Handelt es sich um ein Phänomen von z.B. unanständigem Verhalten, welches bei der Bevölkerung ein Unsicherheitsgefühl hervorrufen kann?*

### → Hypothesen

Mittels Hypothesen wird versucht, die Ursachen der vorhandenen Probleme zu ermitteln (WARUM?). Einzelne dieser möglichen Ursachen können wie folgt kategorisiert werden (Aufzählung nicht abschliessend):

- Persönlich, entwicklungs-, altersbedingt (Pubertät)
- Sozialisation
- Gesellschaftliche Faktoren
- Wandel der Zeit, Digitalisierung
- Kulturvielfalt

## → Problemlösung

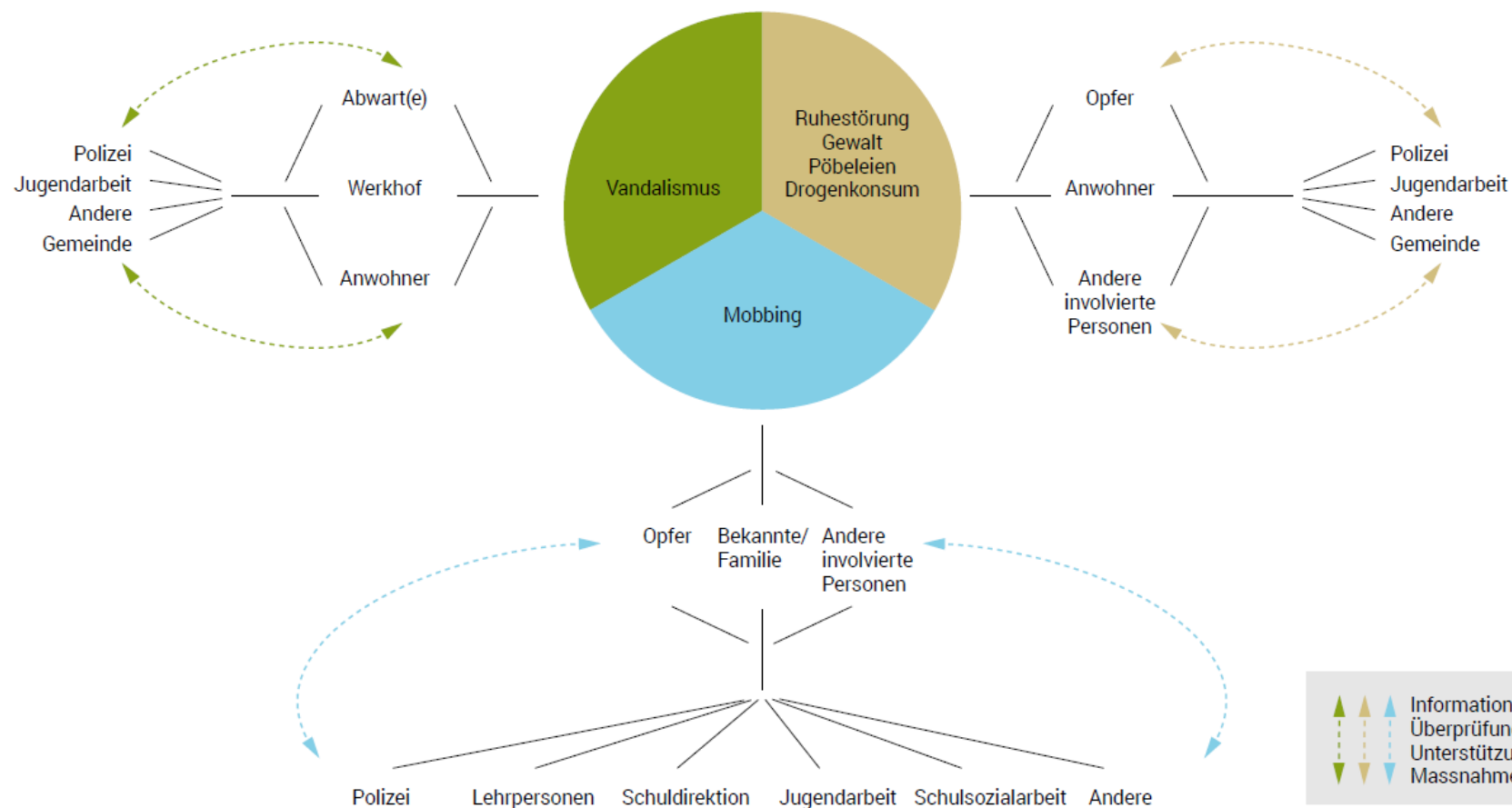
Eine Schlüsselfrage in der Problemlösung liegt in der Kommunikation:

- Inwieweit wird das Problem thematisiert, öffentlich gemacht?
- Information von Konsequenzen
- Ist eine Überwachung notwendig?
- Egründung der Ursachen in Partnerschaft

Ein schon vorgängig gepflegtes Netzwerk erlaubt es, für bestimmte Probleme die zuständigen Partner einzubeziehen und lösungsorientiert tätig zu sein.

Im vorliegenden Fallbeispiel könnte sich das Netzwerk wie folgt präsentieren:

# Fallbeispiel



## Informationen verantwortungsbewusst weitergeben: zwischen Prävention und Achtung der Rechte

Der Informationsaustausch eines konkreten Falles zwischen Gemeindebehörden, Schulen und Partnern (insbesondere der Kantonspolizei) im Zusammenhang mit Minderjährigen führt regelmässig zu Fragen im Zusammenhang mit der Gesetzgebung zum Datenschutz. **Der Austausch ist abhängig vom Status der meldenden Person, der zu schützenden Person und den zu meldenden Sachverhalten.**



### → Prinzip : Schutz der Privatsphäre und der beruflichen Schweigepflicht

Gemäss Art. 42 SchG sind insbesondere Lehrpersonen, sozialpädagogisches Personal und regelmässige Betreuer dazu verpflichtet, Informationen, die sie in Ausübung ihrer beruflichen Tätigkeit erhalten haben und die die Privatsphäre der Schülerinnen und Schüler oder ihrer Angehörigen betreffen, nicht an unbefugte Dritte weiterzugeben. In diesem Sinne verbietet das Amtsgeheimnis im Sinne von Art. 320 StGB die Offenlegung von Geheimnissen, die in Ausübung eines öffentlichen Amtes erlangt wurden. Von diesem Grundsatz gibt es jedoch einige Ausnahmen.

### → Informationsaustausch mit der Kantonspolizei

Gemäss Art. 30i PolG sind die **Dienststellen des Staates, der Gemeinden und anderer öffentlich-rechtlicher Körperschaften sowie öffentlich-rechtliche Anstalten verpflichtet, der Arbeitsgruppe der Abteilung Bedrohungsmanagement (ABM) der Polizei Informationen zu übermitteln, wenn eine erhebliche Gefahr der Begehung einer Gewalttat** gegen die körperliche, psychische oder sexuelle Integrität einer Person **besteht**. In diesem Kontext sind **Beamte und Behördenmitglieder von ihrer Geheimhaltungspflicht befreit**.

### → Weitergabe von Informationen an die Kinderschutzbehörde

Gemäss Art. 314d ZGB sind insbesondere Lehrpersonen, Erzieherinnen und Erzieher sowie Personen, die im Bereich des Sports tätig sind, sofern sie nicht dem Berufsgeheimnis nach dem Strafgesetzbuch unterliegen, verpflichtet, die Kinderschutzbehörde zu benachrichtigen, wenn konkrete Hinweise darauf bestehen, dass die körperliche, seelische oder sexuelle Integrität des Kindes gefährdet ist und sie im Rahmen ihrer Tätigkeit keine Abhilfe schaffen können.

### → Weitergabe personenbezogener Daten aus Datenbanken oder Schülerakten

Gemäss Art. 107 RSchG **ist die Schulleitung befugt, Personendaten aus Schülerdatenbanken oder -registern** (Art. 103 RSchG) einer Schülerin oder einem Schüler **ohne Einwilligung weiterzugeben**, wenn:

- die Empfängerin oder der Empfänger eine öffentliche Aufgabe im Interesse des Kindes wahrnimmt und
- die Daten für die Erfüllung dieser Aufgabe zwingend erforderlich sind.

**Unbedingt zu beachten:** Fakten und Informationen, die nicht in den Datenbanken oder Schülerakten enthalten sind, dürfen nicht auf Grundlage dieser Bestimmung weitergegeben werden. In solchen Fällen ist grosse Zurückhaltung und Vorsicht geboten. Eine Weitergabe ohne Einwilligung darf nur erfolgen, **wenn beide Bedingungen erfüllt sind**.

## → Sonstige Situationen

Alle anderen Situationen hängen von den jeweiligen Umständen ab (Täter, Opfer, Art der Verletzung, Funktion des Hinweisgebers usw.) und lassen sich nicht schematisch regeln.

Je nachdem, ob der Mitarbeitende dem StPR oder den kommunalen Personalvorschriften (Art. 70 GG) unterliegt, kann eine Meldepflicht bestehen und ein spezifisches Meldeverfahren erforderlich sein.

Für Mitarbeitende, die dem StPR unterstehen, sieht Art. 62 StPR vor, dass sie **einen begründeten Verdacht auf eine strafbare und den Interessen des Staates schädliche Tat**, die sie in Ausübung ihrer Funktion feststellen oder hegen, **unverzüglich ihrer Anstellungsbehörde**, subsidiär dem Staatsrat, melden müssen (Art. 62 Abs. 1 StPR). Scheint die Tat einen strafrechtlichen Charakter zu haben, meldet **die Anstellungsbehörde oder der Staatsrat sie der zuständigen Strafbehörde**. In weniger schweren Fällen kann auf eine Meldung verzichtet werden. Wird eine Meldung durch die Anstellungsbehörde oder die Direktion erstattet, wird der Staatsrat informiert (Art. 62 Abs. 2 StPR). Lehrpersonen (Art. 45 Abs. 1 SchG), Mediatorinnen und Mediatoren sowie Sozialarbeiterinnen und Sozialarbeiter im schulischen Bereich (Art. 19 Abs. 2 RSchG) unterstehen von Amtes wegen dem StPR.

## → Handlungsorientierte Empfehlungen

- **In schweren und akuten Fällen gilt die Faustregel, den Notruf 117 zu wählen.**
- In **dringenden Fällen**, in denen die Gefahr einer Gewalthandlung besteht, durch die die körperliche, psychische oder sexuelle Integrität einer dritten Person gefährdet werden könnte, ist **die Arbeitsgruppe Bedrohungsmanagement (ABM)** der Kantonspolizei zu kontaktieren.
- Bei Fällen, die die körperliche, psychische oder sexuelle Integrität eines Kindes betreffen und nicht im Rahmen der betreffenden Tätigkeit geklärt werden können, ist die **Kinderschutzbehörde** der bevorzugte Ansprechpartner.
- In jedem Fall sollten Sie sich bei der Anstellungsbehörde oder dem Vorgesetzten informieren.

## Verhaltensweise im Schülertransport

Gewalttätiges oder störendes Verhalten in Schulbussen ist wieder aktuell. Mithilfe des [praktischen Leitfadens „Auf dem Schulweg“](#), der sich ausführlich mit diesem Thema befasst und konkrete Vorschläge enthält, kann dem entgegengewirkt werden.



### Sanktionen – Ausschluss eines Schülers vom Schulbus

#### → Hinweis

- Ausschluss eines Schulkindes vom Schülertransport: Die Gemeinden können ein Schulkind vom Schülertransport ausschliessen.

Es wird empfohlen, dass das Schulkind, die Eltern und die Gemeinde eine Charta unterzeichnen, in der die Sanktionen für Fehlverhalten festgelegt sind. Die Dauer des Ausschlusses ist demnach abhängig von den in der Charta festgelegten Bestimmungen. Des Weiteren ist anzumerken, dass eine Charta per se nicht rechtsverbindlich ist, sondern als eine freiwillige Selbstverpflichtung der Eltern zu betrachten ist. Es besteht demnach keine Möglichkeit, ein Kind vom Bus auszuschliessen, da die Eltern sich geweigert haben, die Charta zu unterzeichnen. Um die Charta einer breiten Öffentlichkeit zugänglich zu machen, sollte sie auf der Website der Gemeinde oder der Schule veröffentlicht werden. Auf diese Weise können Eltern, die die Charta nicht unterzeichnet haben, nicht argumentieren, sie sei ihnen nicht bekannt.

Die Verhaltensregeln können auch in einer Durchführungsverordnung oder in der Schulordnung beschrieben werden. In einigen Gemeinden wurde zudem eine Busbenutzungsordnung erarbeitet.





Das übliche Verfahren für einen Ausschluss ist wie folgt:

1. Verwarnung: Der Schüler und seine Eltern werden schriftlich verwarnt, es sei denn, die Situation ist schwerwiegend und erfordert einen sofortigen Ausschluss.
  2. Ausschluss: Beschränkt auf maximal 10 Tage (2 Wochen). Der Ausschluss ist per Einschreiben mitzuteilen. Ausschlüsse sind wiederholbar, jedoch mit einer maximalen Dauer von 30 Tagen (6 Wochen) pro Schuljahr. Diese Regelung entspricht den Ausschlüssen vom Unterricht, die die Schulbehörden gemäss dem Gesetz über die Schulpflicht aussprechen können.
  3. Recht auf Anhörung: Sowohl die Eltern als auch das Schulkind sind vor dem Erlass einer Massnahme anzuhören.
  4. Einsprache: Die Eltern haben die Möglichkeit, beim Oberamt Beschwerde einzulegen, wobei dieses hauptsächlich über formale Aspekte entscheidet: *Wurde das Verfahren korrekt angewendet?*
- Ausschluss eines Schulkindes vom TPF-Bus: Wenn die TPF von Konflikten erfahren, bemühen sie sich um Schlichtung und Abhilfe. Die TPF können ein Schulkind, gegen das ein Verfahren läuft, ausschliessen und Anzeige erstatten. In diesem Fall wird eine vereidigte Person die Kameraaufnahmen sichten und über den vorläufigen Ausschluss des Schulkindes entscheiden.

## Konzept AMOK : wie auf einen Angriff reagieren

Das zweisprachige Plakat, das während des Workshops verteilt wurde, erinnert an lebenswichtige Verhaltensweisen im Falle eines bewaffneten Angriffs (siehe AMOK) in Schulen:

# AMOK - WIE SIE AUF EINEN ANGRIFF REAGIEREN

FLIEHEN	SICH VERBARRIKADIEREN ODER VERSTECKEN	ALARMIEREN	ALS LETZTES MITTEL WIDERSTAND LEISTEN
			
<ul style="list-style-type: none"><li>• Nehmen Sie einen Fluchtweg, der dem Angriff entgegengesetzt ist, auf einer bekannten Strecke</li><li>• Warnen Sie andere Personen, ohne sich lange damit aufzuhalten, sie zu überzeugen</li><li>• Stürmen Sie nicht auf die intervenierenden Polizisten zu, zeigen Sie Ihre Hände</li><li>• Lassen Sie Ihre Sachen an Ort und Stelle</li><li>• Setzen Sie sich nicht der Gefahr aus, vermeiden Sie es, eine Panik auszulösen</li><li>• Verletzten zu helfen, ist nicht die Priorität der ersten vor Ort eintreffenden Polizisten, sondern das Stoppen des Angriffs</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Schliessen Sie sich ein und verbarrikadieren Sie sich</li><li>• Halten Sie sich von Türen und Fenstern fern</li><li>• Schalten Sie Ihre Handys auf lautlos, bleiben Sie so unauffällig wie möglich</li><li>• Verteilen Sie sich im Raum</li><li>• Verwenden Sie die von der Einrichtung bereitgestellte Notfallausrüstung</li><li>• Halten Sie sich an die Anweisungen der Polizei</li><li>• Der Einsatz kann mehrere Stunden dauern</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Lösen Sie den internen AMOK-Alarm des Gebäudes aus (falls vorhanden)</li><li>• Alarmieren Sie die Polizei und den Rettungsdienst über die 117, auch wenn Sie denken, dass dies bereits geschehen ist</li><li>• Zentralisieren Sie die Kommunikation innerhalb des Raumes, überlasten Sie die Leitungen nicht</li><li>• Beschreiben Sie die Art des Angriffs und die Anzahl der Angreifer</li><li>• Geben Sie Ihre Position und die des/der Angreifer/s an</li><li>• Beschreiben Sie ihr Verhalten, ihre Kleidung und Bewaffnung</li></ul>	<p><b>Wenn Ihr Leben in Gefahr ist und Sie keine andere Wahl haben:</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Identifizieren Sie Gegenstände in Ihrer Umgebung, die zur Verteidigung oder zum Schutz dienen könnten: Feuerlöscher, Stuhl, Gürtel, Rucksack, Werkzeuge, Besen, ...</li><li>• Koordinieren Sie Ihr Vorgehen mit den anderen Anwesenden</li><li>• Nehmen Sie ein offensives Verhalten ein, wenn eine Aktion ausgelöst wird</li></ul>

ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FRIBOURG

POLICE  
OFFICE AMOK / VIDEO 3024



## Nützliche Anlaufstellen und Kontaktadressen:

### [Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion](#)

Reichengasse 27, 1701 Fribourg  
+41 26 305 14 03; [sjsd@fr.ch](mailto:sjsd@fr.ch)

### [Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten](#)

Spitalgasse 1, 1700 Fribourg  
+41 26 305 12 06 ; [dfac@fr.ch](mailto:dfac@fr.ch)

### [Kantonspolizei](#)

Chemin de la Madeleine 3, 1763 Granges-Paccot  
+41 26 347 01 17 ; [communication.police@fr.ch](mailto:communication.police@fr.ch)

### [Jugendbrigade](#)

+41 26 347 01 19 ; [bmi@fr.ch](mailto:bmi@fr.ch)

### [Zelle Operationen](#) (zu Fragen bezüglich AMOK)

+41 26 305 16 37 ; [police.operations@fr.ch](mailto:police.operations@fr.ch)

### [Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung](#)

Pérolles 24, 1701 Fribourg  
+41 26 305 15 30 ; [enfance-jeunesse@fr.ch](mailto:enfance-jeunesse@fr.ch)

### [Tatout](#) (nur in französischer Sprache)

Ecole d'autoprotection et de prise de confiance en soi  
Secrétariat romand, Case postale 409, 2002 Neuchâtel

### [Schweizerische Kriminalpräventionen](#)

### [Kantonale Behörde für Öffentlichkeit, Datenschutz und Mediation](#)

Chorherrengasse 2, 1700 Fribourg  
+41 26 322 50 08 ; [secretariatATPrDM@fr.ch](mailto:secretariatATPrDM@fr.ch)

### [Freiburger Gemeindeverband](#)

Route du Centre 13, 1720 Corminboeuf  
+41 26 677 04 25 ; [info@acf-fgv.ch](mailto:info@acf-fgv.ch)